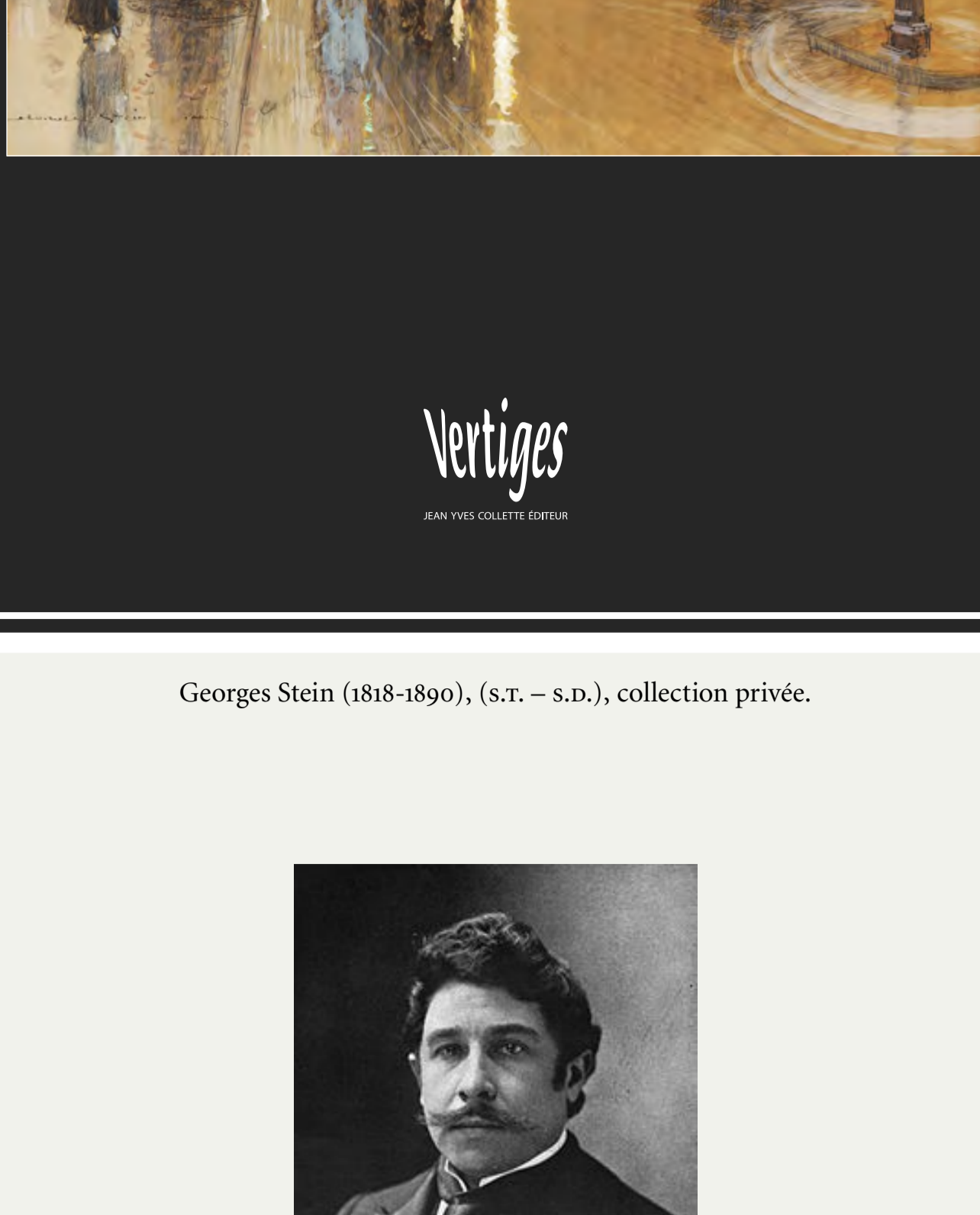
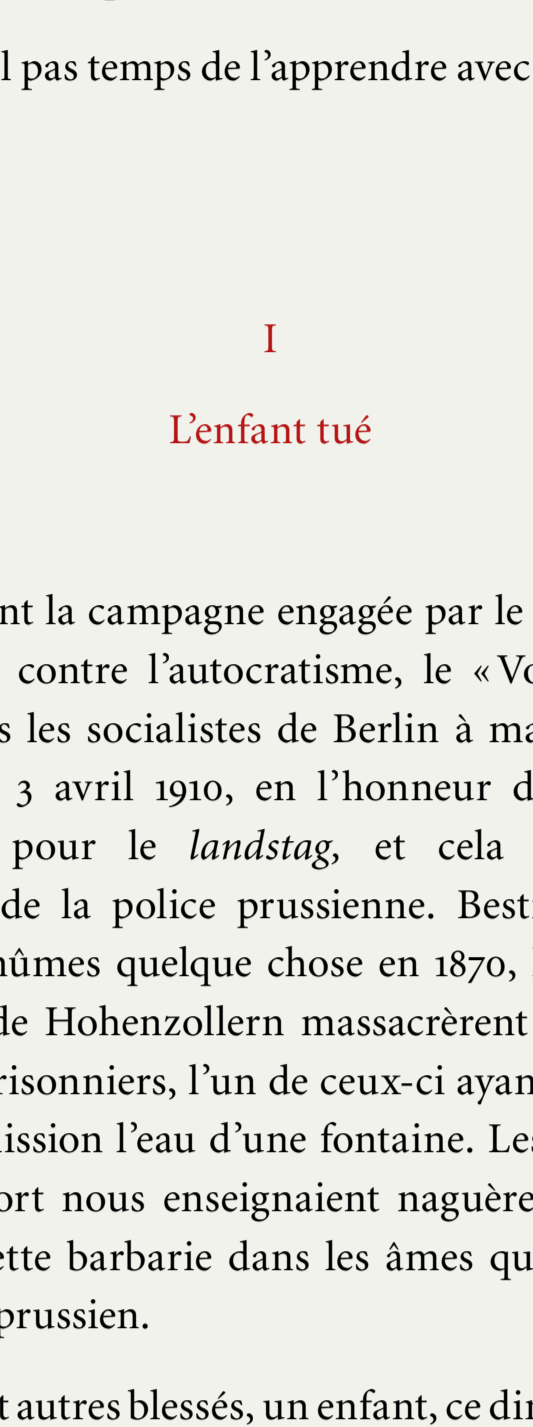


Contre l'Aigle



Georges Stein (1818-1890), (s.t. – s.d.), collection privée.



Félix Nadar (1820-1910), *Portrait de Paul Adam* (1862-1920).

Contre l'Aigle

PARIS REGORGE DE GENS SUPÉRIEURS qui ne pensent qu'avec Nietzsche, ne sentent qu'avec Wagner, ne boivent que la bière de Pilsen, ne spéculent qu'après Rothschild, n'acclament que la musique de Strauss, la littérature d'Hauptmann, la peinture de Böcklin, les idées de Karl Marx et ne fréquentent que chez les israélites à nom germain.

Ces Français bizarres ne déplorent point la disparition progressive de notre marine ni l'énervement de notre armée. Ils affectent sur ce point l'indifférence des dilettantes. Ils ont pour Jaurès un culte, même si ce brillant orateur s'étendit afin que nos croiseurs nouveaux ne soient pas entrepris dans les chantiers. Il traduit alors le réel de leurs espérances.

Ces espérances quelles sont-elles ?

Ne serait-il pas temps de l'apprendre avec précision ?

I

L'enfant tué

Poursuivant la campagne engagée par le prolétariat de Prusse contre l'autocratie, le « Voerwaerts » invita tous les socialistes de Berlin à manifester le dimanche 3 avril 1910, en l'honneur du suffrage universel pour le *Landstag*, et cela malgré la bestialité de la police prussienne. Bestialité dont nous connaissons quelque chose en 1870, lorsque les cavaliers de Hohenzollern massacrèrent deux cent mobiles prisonniers, l'un de ceux-ci ayant osé boire sans permission l'eau d'une fontaine. Les journaux de Francfort nous enseignaient naguère comment persiste cette barbarie dans les âmes que dresse le hoberau prussien.

Parmi cent autres blessés, un enfant, ce dimanche-là, fuit à Bochum, foulé sous les pas des chevaux, transporté mourant à l'hôpital pour avoir contemplé dans cette petite ville, la force morale du peuple réclamant à l'empire des droits élémentaires du citoyen, ces droits pour lesquels la France libératrice de la Révolution a combattu vingt ans, pour lesquels, plus tard, elle a chassé de Magenta et de Solferino, les oppresseurs de la liberté latine, pour lesquels Miranda, Bolivar et San Martin, instruits par le triomphe de notre République avaient affranchi l'Amérique du Sud, après que Washington, aidé de notre Lafayette, eut délivré les États-Unis du Nord. L'enfant de Bochum apprit à l'école, sans doutes, ces vérités de l'histoire moderne ; mais ses parents désespérés savent aujourd'hui, qu'il faut encore acheter au prix du sang le plus pur et le plus précieux, la licence de vivre avec honneur et raison sur la terre où l'aristocratie prussienne maintient ses traditions d'autorité cruelle et belliqueuse.

La presse allemande tout entière protesta contre cette bestialité de la police à cheval et à pied qui renverse, écrase, sabre sans pitié les passants inoffensifs, les dames en promenade outre ces ouvriers créateurs de la prospérité allemande, qui en moins de trente ans firent de leur patrie, jadis pauvre et stérile, la concurrente redoutable de l'Angleterre et des États-Unis. Les cent cinquante mille travailleurs qui manifestèrent, ce dimanche, au parc de Treptow et au Thiergarten, représentaient les foules laborieuses grâce à qui l'Allemagne est devenue la troisième puissance sur la liste des nations exportatrices. Tandis que le Yankee vend au monde pour 9602 millions de francs, le Germain vend pour 8460 millions et le Français, trop bêtement occupé de ses querelles religieuses, pour 5596 millions seulement. Si la race des Hohenzollern entretient l'armée, la flotte qui lui permet de commander l'Europe, c'est l'argent fourni par les compagnies rhénanes, westphaliennes et silésiennes qui lui sert les impôts nécessaires à cette formidable puissance. La récompense de ce don sans pareil, les ouvriers allemands de trouèrent alors dans les prisons et les hôpitaux de Berlin, de Solingen, de Remscheid, de Bochum, de Magdebourg, d'Altona.

Cette même férocité souleva durant la révolution russe, tous les paysans de Courlande contre leurs barons allemands, familles nobles harcelées par la colère d'un peuple qui, sous le joug intolérable, avait senti le devoir de reconstruire sa littérature lettone, son énergie nationale, et d'abattre la tyrannie des féodaux teutons. On se souvient du scandaleux discours de Guillaume II aux troupes envoyées en Chine. Il leur interdit de faire quartier !

La Pologne à cette heure, gémit sous l'autorité cruelle qui l'écrase, qui oblige les instituteurs de torturer les enfants mal enclins à l'amour de la langue germanique. Les États-Unis recueillent les émigrés silésiens et poméraniens qui fuient la férocité des sergents, des mouchards, des juges et des géoliers impitoyables pour le conscrit, l'ouvrier en guerre, les mangalheureux. Naguère, Paris et Francfort furent ensanglantés lâchement par les sabreurs. Au parc de Treptow, la brutalité de l'impérialisme prussien, de nouveau essaya de contraindre la volonté d'une foule en espoir de juste liberté. Les deux Allemagnes s'affrontèrent.

On put espérer que les socialistes et les radicaux de France proclameraient leur indignation contre l'autocratie du kaiser, comme ils l'ont proclamée contre l'autorité du tsar ? Pouvions-nous l'espérer ?

Non. Pourquoi ?

Nous ne savons pas quel pacte étrange lie certains orateurs de la démocratie française à la politique des hoberaux prussiens et des pangermanistes. On a vu ces politiciens, ici libéraux anticléricaux, protecteurs de l'ouvrier, se déclarer des défenseurs des féodaux et des prêtres marocains qui avaient poussé leurs fanatiques au venant d'ouvriers français, de médecins français venus gagner sur la terre d'Afrique, un salaire meilleur en soignant les malades, en conduisant la locomotive, en accroissant la valeur des troupeaux et du sol. Cette volte-face vers le féodalisme des cheiks et le cléricalisme des uns, cette volte-face opérée dans le sang chaud de nos travailleurs, comment l'expliquer ? Veut-on servir les manigances des agents gagés par Hambourg et par Brême, les villes concurrentes de nos produits, c'est-à-dire de nos salaires, c'est-à-dire de notre prolétariat ?

Stupéfiante contradiction.

Cette fois, les travailleurs sabrés à Berlin, à Francfort, ne parlaient pas français. Nul ne put dire que notre parti socialiste excitait les faubouriers de la Sprée contre les agents de la Prusse pour contenter Paul Déroutède et son esprit de revanche. Ni monsieur Jules Lemaitre ni monsieur Denys Cochin n'influencèrent les groupes qui manifestèrent au parc de Treptow. Si la bestialité de la police prussienne écharpa des citoyens réclamant un droit aujourd'hui reconnu comme élémentaire dans la vieille Europe, dans le Nouveau Monde, en Perse et en Australie, monsieur Jaurès lui-même ne saurait prétendre que c'est le juste châtimeur d'indignes manœuvres concertées par nos réactionnaires boulangistes. Les hoberaux et les exportateurs pangermanistes eurent le droit de faire au Maroc, tuer par les hordes cléricales des imams, nos ouvriers, nos médecins avec l'approbation de monsieur Hervé. Apparemment cette approbation leur fut-elle refusée puisque les victimes cette fois, semblent allemandes. Et l'on put espérer que nos leaders du socialisme français conviendraient le prolétariat de Prusse pour combattre la cruauté de l'aristocratie impérialiste. C'eût été une grande et importante nouveauté : L'internationale des prolétariats dans une véhémence et commune réprobation de toute tyrannie.

Ainsi en advint-il, de 1793 à 1807, où tous les libéraux de l'Europe aidèrent en chaque pays les armées de la révolution française, attaquant et domptant les armées des monarchies. Les orateurs du socialisme français apercevraient enfin que, s'il est opportun et philosophique de s'unir aux socialistes allemands, on les trahit en secondant soit au Maroc, soit ailleurs, la victoire des maîtres prussiens qui de l'homme, les sabrent et leur refusent les droits de la civilisation.

II

Les deux Allemagnes

Il y a deux Allemagnes, l'une nous est connue depuis madame de Staël. C'est l'Allemagne laborieuse, éclairée, sentimentale. L'autre nous est connue depuis Hardenberg, Blücher et Bismarck. C'est l'Allemagne asservie par une Prusse impérialiste, réactionnaire, inhumaine. L'alliance avec les idées et les aspirations de l'une ne doit point nous rendre esclave humble de l'autre.

Or, à Berlin, le centre catholique et bourgeois céda naguère volontairement la présidence du Reichstag à un hoberau agrarien. Le Parlement se livra ainsi à la politique réactionnaire et pangermaniste, par crainte des gauches. Cela, quelques jours après le discours du député national libéral Stresemann, réclamant ou à peu près une guerre douanière avec la France, et obtenant de monsieur Debrück, secrétaire d'État à l'Intérieur, cette réponse : « Je dois me borner à faire savoir que nous avons amicalement représenté au gouvernement français que l'abandon de son tarif mettrait en danger nos relations politico-commerciales. »

Méditons ces paroles. À lire, on apprend ceci : Notre tarif douanier fut voté par la Chambre en vue de garantir à nos producteurs, les conditions de vie industrielle et commerciale exigées par eux, afin de rémunérer un peu moins mal nos ouvriers. Ceux-ci donc, se trouveront atteints dans leur existence, soit qu'ils chôment davantage, soit qu'ils touchent moins, si le Reichstag allemand, soutenu par la menace des hoberaux pangermanistes, impose une réduction de nos récents tarifs, et l'ouverture de nos marchés à la concurrence ruineuse. Au prolétariat français, comme au prolétariat prussien, les hoberaux et les bourgeois de Berlin déclarent la guerre. Ces gens entendent exploiter les travailleurs des deux nations à leur gré, sans contrôle, avec la menace du sabre ou du canon.

Cependant, ces vrais créateurs de l'opulence et de la grandeur germaniques, s'indignent contre l'ingratitude qui les tue. De Breslau, sept mille mineurs annoncèrent leur grève si le système électoral prussien n'était pas changé. Ailleurs, les forces du prolétariat se mobilisèrent. Admirons combien, ici, fut timide la protestation des socialistes français. Ceux-là mêmes qui, après l'abominable exécution de Ferrer surent lancer deux cent mille parisiens contre l'ambassade espagnole, ceux-là se gardèrent bien de manifester devant la tyrannie des impérialistes prussiens. Qu'il fasse assassiner nos travailleurs au Maroc ou qu'il massacre le prolétariat internationaliste dans les rues de ses villes, le gouvernement des hoberaux pangermanistes est assuré d'une indulgence relative auprès de tous les Jaurès.

Aux hervéistes qui proclament leur parfaite indifférence devant le problème de se réveiller Français ou Allemands, il doit être pénible d'entrevoir comment les traitera le vainqueur d'outre-Rhin le jour où la sottise aura trahi les destins de la nation libératrice. Les discours du chancelier Bethmann-Hollweg et les sables des policiers berlinois répondent à l'ignorance historique de pions inconscients. Au lendemain d'un autre Sedan, ce serait la Prusse de Bismarck et non l'Allemagne de Piebel qui rétablirait l'ordre parmi les fameux « pioupiou de l'Yonne ». D'autres ulhans fouleraient aux pieds de leurs chevaux les enfants des écoles antimilitaristes où l'esprit de monsieur Hervé enseigne par l'entremise de voix extraordinairement naïves.

Ce n'est pas qu'il faille renier l'espoir d'établir quelque jour la paix entre les Celtes-Romains, les Germains, et les Slaves d'Europe. Maintes fois, j'ai moi-même décrit la justice et la sagesse de cet état futur. J'ai démontré qu'en principe les patries tendent à la totalisation, que la guerre est, en notre ère de civilisation scientifique, une monstrueuse folie des aristocraties belliqueuses. Aux deux conférences de La Haye, j'eus la chance de suivre les débats et de connaître les pourparlers moins officiels. Or, si plus de quarante puissances essayèrent de fonder alors l'arbitrage obligatoire, seuls, le Japon, l'Allemagne et l'Angleterre sont formellement opposés à l'examen du principe. Ces nations exigèrent le maintien préalable du recours à la force. Elles refusèrent de discuter le texte de l'obligation.

Par sa position géographique, l'Angleterre peut être considérée comme hors de l'Europe. Son ambition militaire vise surtout à notre époque, les contrées lointaines et la domination des océans. On pourrait, sans Albion, établir l'arbitrage entre les patries continentales.

Au contraire, l'Allemagne alliée de l'Autriche oppose soixante-quinze millions d'hommes énergiquement et disciplinés aux pacifistes et aux internationalistes européens. Elle menace constamment. Hier, par cette menace, elle obligeait la Russie à tolérer l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Le César de Berlin ouvrirait ainsi le chemin de Constantinople au César de Vienne. Cause de guerres futures. Au Maroc, nous dûmes laisser le brigandage et le fanatisme continuer leurs ravages et leurs massacres dans ce magnifique pays, sans quoi l'armée de Metz se ruait sur Nancy. Ironiquement, les pangermanistes vantent la guerre en tous leurs écrits, comme la fin inéluctable de leur politique. Alors que les Latins, les Tchèques et les Hongrois, les Flamands, les Bataves, les Russes désirent, à La Haye, la paix sincère et définitive entre les peuples du vieux continent, seuls les Germains, trop asservis à leurs hoberaux, imposent le principe de la tuerie pour loi suprême. Ils l'ont emporté dans les conseils de La Haye, en terrifiant. Le rire sardonique du Teuton a pour dents quatre millions de baïonnettes inexorables. Et ce rire à chaque instant promet de mordre la chair des Anglais, des Français et des Russes, s'ils ne cèdent au premier signe. L'enfant tué à Bochum, n'est pas seulement un pauvre mioche de prolétaire que la rage d'une police immola ! C'est maintenant l'image même de la liberté naissante et meurtrie par une caste de tyrans odieuse à l'univers. C'est aussi le symbole sanglant de la fraternité promise par nos antimilitaristes à la simplicité de ceux qui suivent les erreurs de l'hervéisme. Cet enfant tué à Bochum, qui sait s'il n'est pas la première victime d'une aristocratie prête à bientôt étouffer, dans la catastrophe d'une guerre épouvantable, les espoirs des prolétariats européens trop près de conquérir, en Prusse même, toute la justice sociale.

Contre l'aigle.

de Paul Adam (1862-1920),
est paru aux éditions Falque,
à Paris, en 1910.

ISBN : 978-2-89668-040-5
© Vertiges éditeur 2009
- 0041 -

Dépôt légal – BAnQ et BAC : deuxième trimestre 2020